

Cyberforum de la société civile

Une structure qui n'émerge pas

Le Cyberforum de la société civile est une structure créée depuis quatre ans pour soutenir le mouvement associatif en Mauritanie et pour donner à la société civile un espace d'expression et d'organisation lui permettant de profiter du soutien de l'Etat et des partenaires au développement. L'initiative a été prise au niveau de la représentation des nations unies à Nouakchott (PNUD), en collaboration avec le commissariat aux droits de l'homme, chargé de la lutte contre la pauvreté et de l'insertion (CDHLCPI), et réunissant des organisations non gouvernementales, des mairies et des titres de la presse privée.

Le Cyberforum est doté d'un conseil d'administration dans lequel les différentes parties membres doivent être représentées. Et c'est un comité permanent composé du CDHLCPI, du PNUD et des représentants de trois Ong plus des membres observateurs qui sont le ministère du développement économique, celui de l'Intérieur et la Wilaya de Nouakchott qui doivent superviser et suivre l'évolution et la mise en place des structures de l'organisation. Le nombre initial des adhérents au Cyberforum et qui doit constituer le collège électoral est de 419 (400 Ong, 12 journaux et 7 mairies)

Il y a un an, l'assemblée générale s'était tenue pour élire les membres de ce conseil d'administration qui aura en charge de gérer les activités et les fonds de la structure associative. Mais pour des raisons de divergences entre les partenaires impliqués et d'incidents qui ont perturbé son déroulement, elle a été reportée. Puis sont venus les événements du 8 juin 2003 et les élections et ensuite le changement du commissaire qui ont fait que ce report a été pour une année supplémentaire.

Cette année-ci, l'AG a été dûment convoquée pour le vendredi 23 juillet 2004 à 9 heures à la Maison des jeunes par le commissariat, qui en a la tutelle. Deux listes étaient en lice dont une dite des Cadres, réunissant un ensemble d'organisations qui se disent les plus actives sur le terrain et les plus connues (SWAA de Sana Mint Abass, Eco Dev, AToit de Lemina Mint Moma, AFSHP de Fatimetou Mint Sid'Ahmed...), et l'autre liste, celle qui s'appelle Bonne Gouvernance (ED de Khatou Mint Baham, Mauritanie 2000 de Nedwa Mint Mokhtar Nech, Union Ong de Jemila Mint Taya, AFE de Ould Boumouzouna, ASPOM de Siydé Mint Yengé), et dont les ténors considèrent que le leadership que les autres Ong (leurs adversaires) veulent imposer au monde associatif n'est pas acceptable.

Selon Bamariam Koita, directeur général des droits de l'homme au CDHLCPI, "le jeudi 22 juillet dans

la matinée, toutes les parties ont été informées du report sine die de l'AG pour risque de perturber l'ordre public. Pour le commissariat, le vote du vendredi est nul et l'AG illégale, car les observateurs n'étaient pas présents et il n'y avait pas de bureau de vote".

Selon les porte-parole de la liste pour laquelle les 231 Ong qui ont assisté ou ont donné des procurations légales pour des représentants présents ont voté le vendredi dernier, celle dite Bonne Gouvernance, le report n'a pas été fait dans les formes et ne leur a pas été transmis de manière officielle.

C'est pourquoi ils ont tenu à se réunir et à élire leur bureau étant donné qu'ils ont la majorité des voix des membres du Cyberforum. Une majorité mise en cause par l'autre partie qui considère que le vote est incorrect car les procurations ne doivent pas être prises en considération, puisque plus d'une centaine de ces Ong n'existent plus ou ne sont plus représentées au niveau national.

Une exigence que Cheikhna Aïdara, l'un des leaders de la liste des Cadres, avait exprimée au CDHLCPI pour éviter que le vote "ne soit submergé par les Ong fantômes". L'AG a été tout de même tenue par les 231 Ong le vendredi 23 juillet à la Maison des Jeunes, en l'absence des représentants de l'administration, des observateurs et officiels qui devaient superviser le vote. Une absence que les membres de ce groupe considèrent injustifiée et même sans incidence sur le terrain, "parce que la société civile est composée de personnes responsables qui n'ont pas besoin de superviseurs pour décider du choix de ses leaders", selon une militante de la liste Bonne gouvernance.

Dans cette lutte de leadership entre groupes et lobbies très impliqués au niveau du système en place et suffisamment puissants pour imposer leur voie, qui aura le dernier mot? Assistera-t-on à une autre AG où ces Ong vont élire un autre bureau et conseil d'administration parallèles (comme pour l'ONA) pour un Cyberforum qui n'arrive pas à naître, parce que la société civile qui doit l'animer n'est elle-même animée, pour la plupart, que par l'esprit du gain facile, sans contrepartie et en toute complaisance? Ou verra-t-on l'administration et les partenaires au développement annuler cette AG pour en organiser une autre dans une année (sans réviser ni les formes ni les normes d'adhésion ou les critères qui donnent le droit de voter) et maintenir un statu quo qui ne profite à personne?

AHMED OULD MESSOUD